

Chapitre 4

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Relations Est-Ouest et défense collective

Les relations Est-Ouest ont continué de se détériorer. La présence des troupes soviétiques en Afghanistan, les troubles en Pologne, le durcissement du discours des superpuissances, la course aux armements, la poursuite par pays interposés d'objectifs stratégiques dans le monde en développement et les divergences apparues au sein de l'OTAN entre les positions des Américains et des Européens et leur façon d'envisager les relations Est-Ouest, ainsi que les problèmes économiques, sont autant de facteurs qui ont contribué à faire de 1982 une année difficile, fertile en défis. Du début à la fin, le Canada n'a pas cessé d'insister sur la nécessité que le dialogue politique capital entre l'Est et l'Ouest ne soit pas rompu.

OTAN

L'Espagne est officiellement devenue le seizième membre de l'OTAN. Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN tenue en mai 1982, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, a félicité l'Espagne, en sa qualité de président du Conseil de l'Atlantique Nord, pour son adhésion à l'organisation, en soulignant que cette décision, outre qu'elle contribue à la sécurité collective des pays occidentaux, devrait accélérer la réintégration de l'Espagne dans le monde occidental.

En juin, le Premier ministre a participé à la rencontre au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN qui se tenait à Bonn. C'est à cette occasion qu'a été publié un énoncé général et équilibré des principes et objectifs de l'alliance. Les membres ont confirmé la "double politique" de l'OTAN, à savoir renforcer la sécurité collective tout en continuant parallèlement de négocier aux fins du contrôle des armements de toutes sortes. Les signataires de la Déclaration finale ont également manifesté leur volonté de mieux expliquer aux populations des nations membres les lignes de conduite de l'OTAN en matière de contrôle des armements et de désarmement.

En octobre 1982, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacEachen, a reçu les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Val-David, au Québec. Lors de cette rencontre extraordinaire tenue pour la première fois hors des cadres officiels, les ministres ont adopté une orientation progressiste en matière de sécurité collective, et une ligne de conduite plus globale en ce qui a trait aux relations Est-Ouest, sans omettre les enjeux économiques.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont profité de cette rencontre extraordinaire et de leur réunion

régulière de décembre 1982 pour réaffirmer unanimement le principe suivant lequel il importe que les relations économiques avec l'Union soviétique et les autres pays d'Europe de l'Est fassent entrer en ligne de compte les intérêts occidentaux en matière de sécurité, sans que les Soviétiques puissent en retirer quelque avantage militaire ou stratégique que ce soit. Ils se sont aussi entendus pour dire que les positions historiques de l'OTAN avaient bien résisté à l'épreuve du temps et demeuraient toujours valables, et que la nécessité s'imposait de renforcer la sécurité de l'Occident bien qu'il convint de faire preuve d'une certaine souplesse vis-à-vis des nouveaux dirigeants soviétiques.

En mai 1982, le Canada a signé avec l'Italie un accord visant l'institution d'un programme restreint d'instruction au Canada pour des pilotes de l'aviation italienne. En février 1983, c'est avec les États-Unis qu'il signait un accord cadre concernant l'utilisation des installations et de l'espace aérien du Canada aux fins de l'essai et de l'évaluation des appareils et dispositifs de défense américains.

Dans le cadre du programme à long terme de modernisation de leur matériel de défense, les forces canadiennes ont reçu le premier chasseur CF-18A McDonnell-Douglas, et la dernière phase du programme d'acquisition de nouvelles frégates de patrouille a progressé normalement.

Contrôle des armements et désarmement

La signature d'accords concernant le contrôle des armements à des niveaux vérifiables et le désarmement est demeurée l'un des objectifs prioritaires de la politique extérieure canadienne. La poursuite des négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire entamées en 1981 et la reprise des pourparlers américano-soviétiques sur la limitation et la réduction des armes stratégiques, d'une importance cruciale, ont fait ressortir la gravité, la complexité et l'urgence du problème tout au long de l'année.

Parmi les événements qui ont particulièrement retenu l'attention, signalons la deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (UNSSOD II), du 7 juin au 9 juillet 1982, les audiences sur la sécurité et le désarmement du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, à la Chambre des communes, en février 1982.

Prenant la parole devant les participants à l'UNSSOD II, le Premier ministre a rappelé que le véritable problème consiste à briser la spirale de l'armement, et qu'il ne sera jamais possible d'y parvenir tant et aussi longtemps qu'un pays, quel qu'il soit, craindra pour sa sécurité. Il a appuyé la double politi-